

10 mai 2007, Québec

Allocution à l'occasion des Assises de l'Union des municipalités du Québec

Monsieur le Président de l'Union des municipalités du Québec,

Monsieur le Président de la Fédération canadienne des municipalités,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de vous retrouver dans le cadre de vos assises annuelles. Ma présence parmi vous est le signe clair de la détermination de mon gouvernement de poursuivre sur la voie du partenariat avec les municipalités du Québec. Nous avons ouvert cette voie ensemble en négociant, et j'insiste sur le mot négociier, un partenariat fiscal et financier jusqu'en 2013. J'étais ici même avec vous l'an dernier pour en faire l'annonce avec madame Nathalie Normandeau.

Ce partenariat fiscal et financier procure à toutes les municipalités une meilleure équité et des sources de revenus plus prévisibles. Il assure une meilleure planification dans le développement de chacune des entités municipales et des services de plus grande qualité. Mais ce qui est plus important, c'est d'améliorer la qualité des services offerts aux Québécois, que ce soit au niveau municipal ou au niveau de mon gouvernement.

Le résultat des dernières élections confirme, à mes yeux, que les Québécois souhaitent que nous poussions encore plus loin cet esprit de partenariat. Il faut que l'action de tous les paliers de gouvernement, qu'il s'agisse du fédéral, du provincial, du municipal et même du scolaire, s'éloigne des chicanes stériles.

Le 26 mars dernier, les Québécois nous ont reportés au pouvoir. Ils l'ont fait en nous retirant notre majorité. Ils nous ont envoyé un message clair. Celui de former un gouvernement différent. Nous avons accepté ce résultat avec humilité et responsabilité. Les Québécois souhaitent que leur gouvernement les écoute davantage. Pour le mandat qui commence, les Québécois souhaitent que tous les élus travaillent ensemble.

C'est l'invitation que j'ai lancée hier aux partis d'opposition. Mon nouveau gouvernement travaillera pour la prospérité du Québec. Nous voulons le faire en réduisant les impôts de la classe moyenne. Réduire les impôts, c'est un moyen d'encourager le travail, de récompenser l'effort, d'appuyer notre économie.

Pour le Québec, c'est aussi un enjeu de concurrence. Dans ce monde de concurrence, nous devons aussi être les plus compétitifs possible sur le plan fiscal. Globalement, notre économie va bien. Le secteur de l'énergie et celui des mines, par exemple, tournent à plein régime. Mais d'autres secteurs sont éprouvés. Je pense aux secteurs forestier et manufacturier, à nos agriculteurs et à nos entrepreneurs qui cherchent des travailleurs qualifiés.

Nous devons renforcer notre économie et solutionner ces problèmes. Nous allons agir avec détermination : pour consolider le secteur forestier en nous associant à vos communautés;

pour stimuler l'investissement; pour soutenir l'innovation; pour aider le secteur manufacturier à faire face à la concurrence internationale; pour former les travailleurs; pour appuyer nos agriculteurs; pour intégrer à l'emploi tous ceux qui le peuvent.

Nous allons appuyer notre métropole afin qu'elle puisse diversifier ses sources de revenus et mieux assumer son rôle crucial de locomotive économique du Québec. Nous n'avons les moyens d'aucune rivalité. Nous devons tous travailler ensemble.

Le 18 avril dernier, j'ai annoncé la composition d'un nouveau Conseil des ministres. Ce Conseil rassemble à la fois l'expérience et le renouvellement. Parmi ces ministres, une de vos principales interlocutrices sera madame Nathalie Normandeau. La ministre des Affaires municipales et des Régions, également vice-première ministre, sera en pays de connaissances.

Comme l'un des principaux artisans du partenariat fiscal et financier avec les municipalités, elle saura en assurer la mise en œuvre et sa fructification. Cela vaut aussi pour la Politique nationale de la ruralité. Je rappelle ici la mission que j'ai confiée à madame Normandeau en la plaçant aux commandes de cet important ministère. Elle devra poursuivre l'entreprise de décentralisation avec le milieu municipal. Elle le fera avec vous en respectant votre rythme. Elle verra à déployer des moyens concrets pour conduire les régions sur la voie d'une plus grande autonomie.

Le fait d'être un gouvernement minoritaire ne nous dégage pas de notre responsabilité d'assurer une saine gestion des finances publiques. Nous continuerons de contrôler la croissance des dépenses. Nous réduirons les coûts de gestion des programmes gouvernementaux. Nous réduirons la taille de l'État. Nous réduirons le poids de notre dette par le biais du Fonds des générations. Nous allons rapprocher nos actions et nos décisions de ce qui touche la vie quotidienne de nos concitoyens.

Parmi l'ensemble des actions que nous poserons, il y aura, plus particulièrement, huit gestes principaux d'ici décembre prochain. Il y a le dégel des frais de scolarité et la bonification du programme des prêts et bourses. Nous voulons éliminer la malbouffe dans nos écoles et donner à nos enfants et à leurs parents un bulletin chiffré. Nous présenterons une loi sur les armes à feu semi-automatiques et à circulation restreinte. Pour soigner plus rapidement, nous ouvrirons les premières cliniques privées affiliées au réseau public.

Comme je le mentionnais un peu plus tôt, nous baisserons les impôts de la classe moyenne. Pour mieux protéger notre environnement, nous mettrons en place la redevance sur les hydrocarbures, qui sera versée au Fonds vert. Et, pour que nos agglomérations fonctionnent mieux au bénéfice des citoyens, mon gouvernement travaillera avec vous pour en améliorer le fonctionnement.

C'est de cette façon que nous allons procéder, en présentant des objectifs à court terme qui marquent notre progrès sur la voie du développement à long terme du Québec. Quand on aborde le développement à plus long terme du Québec, je pense aussi aux priorités que vous vous êtes données : une plus grande équité fiscale municipale; la réfection des infrastructures; le développement économique des régions, et l'occupation dynamique du

territoire; l'environnement; les équipements sportifs, culturels et communautaires. Tous des sujets sur lesquels nous avons échangé depuis les quatre dernières années.

En décembre dernier, nous avons lancé la Politique nationale de la ruralité. La mise en valeur de la diversité des milieux ruraux et l'occupation dynamique de notre territoire sont au cœur de cette politique. Je tiens à souligner l'importante contribution de l'Union des municipalités du Québec à son élaboration.

En matière d'infrastructures, nous avons accompli des progrès remarquables au cours des dernières années : l'entente avec le gouvernement fédéral concernant le transfert d'une partie de la taxe sur l'essence; le programme d'infrastructures Québec-Municipalités; le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale; le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique.

Par ailleurs, nous reconnaissons qu'il y a encore beaucoup à faire. C'est pourquoi nous continuerons de faire preuve de leadership dans la conduite de nos discussions avec le gouvernement fédéral. Nous le ferons pour que vous bénéficiiez des ressources disponibles pour réaliser vos missions. Nous assumerons ce leadership avec vous.

Le gouvernement du Québec maintiendra, à un niveau sans précédent, ses investissements dans son réseau routier. Nous le ferons, car cela représente un puissant levier de développement pour nos régions. En mars 2006, nous avons annoncé la création d'un fonds de 30 millions de dollars pour le développement du sport et de l'activité physique. Il aidera à améliorer la qualité de vie des jeunes grâce à de nouvelles installations et à des équipements de loisirs communautaires.

En environnement, le partenariat avec les municipalités est incontournable. Nous avons placé le Québec sur la voie du développement durable. Le monde entier a salué l'effort du Québec en cette matière. Dans la même foulée, nous allons nous associer aux municipalités pour favoriser les initiatives en transport en commun. C'est l'addition de tous ces gestes qui nous permettra de relever le défi des changements climatiques.

J'aimerais aujourd'hui mettre de l'avant une nouvelle initiative, poser un geste de plus. Nous nettoierons ensemble les sols de vos municipalités. Nous ferons le ménage, comme le dit parfois la mairesse Boucher. C'est dans cet esprit que je vous annonce que mon gouvernement met à votre disposition une somme de 50 millions de dollars sur 3 ans afin de réhabiliter les terrains contaminés. Ces nouveaux fonds serviront à ce que des projets de développement voient le jour. Ces projets stimuleront notre économie. Ils se feront également dans le respect de notre environnement, car ils devront prévoir le maintien ou la création d'espaces verts. Il s'agit là d'une mesure additionnelle à celles déjà prévues pour contribuer à la réduction des gaz à effet de serre. On nettoie, on bâtit, on développe notre économie tout en permettant la réduction des gaz à effet de serre. C'est ça le développement durable.

Dans le respect de nos missions et de nos responsabilités respectives, c'est l'intention de mon gouvernement d'approfondir et de développer ces partenariats avec les municipalités. Mais il y a une promesse que je peux vous faire aujourd'hui, c'est que nous n'avons pas

l'intention de transférer aux municipalités la mission essentielle de l'État, soit celle d'éduquer nos enfants, comme certains le proposent. Ni dans l'enseignement primaire et secondaire, ni même dans le transport scolaire. Ce sur quoi nous devons travailler ensemble, c'est à la diversification des économies locales. Cela se fera en bonne partie par la mise en œuvre de la Stratégie de développement des régions. Il faut s'attaquer à la question de la baisse démographique. Il faut poursuivre nos efforts pour permettre aux jeunes de revenir vivre en régions. Nous devons leur donner les moyens de se former en région, d'innover et de faire de la recherche en région.

Dans ce travail continu, je vous donne l'assurance que vous trouverez dans mon gouvernement un partenaire actif. Dans ce contexte et pour réussir, les rivalités et les divisions n'ont pas leur place. La réussite de chacune des régions, le succès de chacune de nos villes doit être un encouragement et un exemple pour les autres.

Le Québec, ce n'est pas une métropole contre une capitale nationale ou des régions contre les villes. Il n'y a qu'un seul Québec.

Je vous souhaite des assises annuelles fécondes.

Je vous remercie.